



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



ACTUALITES SECTORIELLES JUILLET 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ECONOMIQUE D'AMMAN

Juillet 2026

LE CHIFFRE DU MOIS

700 M USD

PRET DE LA BANQUE MONDIALE EN SOUTIEN A LA CROISSANCE ET A L'EMPLOI

Eau et Irrigation

Le ministre de l'Eau et de l'Irrigation, Raed Abou Saoud, et le directeur de la KfW en Jordanie, Matthias Schmidt, ont signé un accord de financement pour le projet du National Conveyor. Le soutien allemand s'élève à 127 M EUR, dont 102 M EUR en subventions et 25 M EUR mobilisés dans le cadre d'un mécanisme de conversion de dette. Pour rappel, le projet National Conveyor doit fournir 300 M m³ d'eau potable par an. Il comprend la construction d'une usine de dessalement sur la mer Rouge et un système d'aduction de plus de 400 km afin d'acheminer l'eau vers Amman et les principales zones de consommation du pays.

Energie

Le conseil des ministres a approuvé une prolongation de 15 ans de la concession accordée à la National Petroleum Company (NPC) pour l'exploitation du champ gazier de Risha, portant son échéance à 2061. La production du champ devrait augmenter pour atteindre 418 M pieds cubes par jour en 2029, puis 812 M pc/j en 2035, contre 75 Mpc/j actuellement. La NPC prévoit également la construction d'un gazoduc reliant le champ de Risha au gazoduc arabe, pour une mise en service en 2029. Le gouvernement jordanien soutiendra ce programme à hauteur de 87 M JOD/122,8 M USD sur 2026-2028 (35 M JOD / 49,4 M USD en 2026 comme en 2027 et 17 M JOD / 24 M USD en 2028).

Investissement et secteur privé

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un prêt de 700 M USD à la Jordanie au titre du programme *Jordan Growth and Competitiveness Development Policy Financing II (DPF II)*. Ce programme vise à libérer l'investissement privé, faciliter l'accès au financement, créer des emplois et accélérer la transition verte et numérique. Il s'articule autour de deux grands axes de réformes. Le premier porte sur l'amélioration du climat des affaires : simplification des procédures d'obtention des licences sectorielles,

modernisation du cadre juridique des transactions électroniques et transfrontalières, extension de la protection sociale aux travailleurs en horaires flexibles et à temps partiel, déploiement des systèmes privés de transmission, de production et de stockage d'électricité. Le second tend à améliorer l'accès au financement des PME et entrepreneurs, à travers la modernisation des marchés de capitaux, l'introduction de nouveaux instruments de financement, tels que le crowdfunding et les prêts adossés aux flux de trésorerie. Les réformes doivent également faciliter l'ouverture de comptes bancaires professionnels par les micro-entrepreneurs, faire progresser la finance verte, y compris par la mise en œuvre d'une taxonomie verte nationale, moderniser le cadre juridique des produits d'assurance et numériser de bout en bout les paiements gouvernementaux.

Le gouvernement jordanien et la Commission européenne ont annoncé la tenue de la conférence d'investissement UE-Jordanie le 19 novembre 2026. Cette conférence, qui sera organisée sous le patronage du roi Abdallah II et en présence de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique et global UE-Jordanie, lancé début 2025. Elle réunira des entreprises et institutions financières jordaniennes et européennes et aura pour objectif de promouvoir les opportunités d'investissement dans le Royaume. Les secteurs cibles comprennent notamment les énergies renouvelables, les technologies propres, l'économie numérique, l'industrie, la logistique et les infrastructures. Pour rappel, la conférence, initialement programmée en avril 2026, avait été reportée en raison de la guerre au Moyen-Orient.

Santé

Le conseil des ministres a approuvé un accord de financement de 400 M USD avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), du groupe Banque mondiale, pour le programme de réforme du secteur de la santé. Ce programme, qui s'étendra jusqu'en 2030, vise à améliorer la qualité des services de santé, à renforcer la gouvernance des hôpitaux publics, à étendre les soins de santé primaires, à améliorer la détection précoce des maladies et à accélérer la transformation numérique dans le domaine de la santé.

Appel d'offres

Le ministère de l'Investissement a annoncé le lancement [de l'appel à qualification pour le projet de développement du poste-frontière de Jaber situé à la frontière syro-jordanienne](#). Le projet sera mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) de type DBFOM (Design, Build, Finance, Operate and Maintain). L'appel d'offres porte sur la modernisation et l'exploitation du principal point de passage terrestre entre la Jordanie et la Syrie afin d'améliorer les opérations frontalières, les capacités logistiques et le traitement des marchandises.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation du SE d'Amman.

Clause de non-responsabilité

Le SE s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.